

ENQUETES ET REPORTAGES

magazine.union@sonapresse.com

Hôtel de Ville de Libreville : les ordres de mission "Léandre Nzue" ne passent plus

ILS portent désormais la signature de l'édile intérimaire, Serge William Akassaga Okinda.

MIKOLO MIKOLO
Libreville/Gabon

L'HÔTEL de Ville de Libreville se retrouve aujourd'hui empêtré, malgré lui, dans une réelle crise de confiance et de crédibilité. Le nerf de la guerre semble focaliser toutes les attentions. En plus du scandale financier qui éclabousse quelques anciens cadres de cette grande "maison commune" dont le maire Léandre Nzue, actuellement en détention à Gros-Bouquet, il y a le trafic d'influence exercé par de nombreux agents de l'Inspection générale municipale sur les opérateurs économiques. Ces commerçants se disent victimes de persécutions au quotidien, dénonçant avec véhémence les contrôles abusifs de "nombreux agents municipaux à la moralité souvent douteuse", accuse Boukari. Des agents qui, sans scrupule, s'illustrent parfois par des scènes de violence en emportant avec eux les marchandises saisies. Au grand dam des vendeurs qui n'ont alors que leurs yeux pour pleurer. "Ces agents ne sont vraiment pas humains et responsables. Nombreux, sans même présenter un ordre de mission, se comportent comme des voyous, surtout lorsque nous leur demandons le motif pour lequel nous devons leur donner de l'argent sans reçu en retour. Et le comble c'est qu'ils sont couverts parfois par les forces de l'ordre dans leurs exactions", se plaint Mohamed. En plusieurs endroits de la cité, des querelles se muant parfois en pugilats entre ces agents municipaux et les commerçants sont légion. Par exemple, au carrefour des Charbonnages ou au niveau de l'échangeur de Nzeng-Ayong. Devant ce constat ahurissant, le maire par intérim, Serge William Akassaga Okinda, à travers un récent communiqué



Photo: JMM/L'Union

Les nouveaux ordres de mission produits par l'Hôtel de Ville de Libreville portent la signature du maire intérimaire, Serge William Akassaga.

qui sonne comme un avertissement formel, est monté au créneau. (...) Il m'a été donné de constater que certaines brigades de l'Inspection générale procèdent à des interventions et/ou missions sur le domaine public, avec des ordres de mission non conformes. À cet effet, il me plaît d'informer les opérateurs économiques que pour des besoins de continuité de l'administration, l'ensemble des documents y relatifs restant valides, avaient cours pour la période allant du mardi 07 juillet au vendredi 09 octobre 2020. En conséquence, pour compter du 10 octobre 2020, toute mission de terrain reste impérativement subordonnée à la présentation d'un ordre de mission en bonne et due forme, en cours de validité et signé par le maire intérimaire", indique le communiqué de l'édile de Libreville. Reste qu'autant les agents municipaux véreux sont blâmables, autant de nombreux

commerçants qui exercent sur les trottoirs et le domaine public en général ne sont pas exempts de reproches. Aussi, Akassaga et les siens devraient-ils se munir de toute l'énergie nécessaire pour supporter le jeu du chat et de la souris auquel se livrent quotidiennement contrôleurs et vendeurs. Tant le combat consistant à conscientiser les commerçants sur la nécessité de

libérer les trottoirs s'avère long et ardu. Les commerçants, eux, estiment que s'ils occupent illégalement le domaine communal, c'est parce que les marchés font défaut à Libreville, qui enregistre une forte augmentation d'opérateurs économiques. À l'Hôtel de Ville, l'on ne manque cependant pas d'initiatives visant à donner à la capitale gabonaise un visage plus avenant

qu'il ne l'est aujourd'hui. C'est le cas de cette campagne de sensibilisation de l'équipe municipale auprès des opérateurs économiques qui travaillent dans l'illégalité. Une action susceptible, souligne-t-on, de déboucher sur le déguerpissement des réfractaires. Même si beaucoup se demandent où reloger les personnes qui seront chassées des sites actuels.

À quand la publication d'une grille tarifaire des taxes ?

LES autorités actuelles de l'Hôtel de Ville de Libreville tentent de mettre un peu d'ordre dans une maison qui ressemble aujourd'hui à un pandémonium. Mais auront-elles assez de temps pour y arriver, elles qui ne sont là que pour quelque temps ? Si le changement de mentalité des agents municipaux exige du temps, en plus de ressources humaines vertueuses pour traquer les indélégats, Akassaga Okinda et les siens peuvent, par contre,

produire une grille tarifaire fiable des taxes relevant du domaine communal. Un document tant souhaité par de nombreux commerçants, et qui peut permettre à la hiérarchie de la mairie de combattre plus efficacement l'anarchie qui s'était érigée en modèle de gouvernance au sein de l'institution municipale. "Chaque équipe d'agents a son tarif. Rien n'est réglementé", critique en effet Abdou.